



Monseigneur Antonin **FABRE**

16 octobre 1837 - 26 décembre 1919

Evêque de la Réunion

Jacques-Paul-Antonin Fabre est né à Nîmes le 16 octobre 1837. Il fut partagé entre une double vocation, l'enseignement ou le sacerdoce. Il se fera prêtre. Professeur au lycée Notre-Dame-des-Champs à Paris, il s'engagea pendant la guerre de 1870 comme aumônier volontaire. Après la défaite, il fut curé de Champigny de 1873 à 1890 avant de passer à la paroisse de Charenton. L'écriture était sa passion, un de ses ouvrages sur Fléchier fut primé par l'Académie Française.

Nommé évêque de St-Denis, il fut sacré à St-Sulpice le 25 mai 1893. Prévue pour le 20 mars, la cérémonie dut être reportée, les bulles pontificales de la Curie Romaine n'étant pas arrivées à temps.

C'est Mgr Carle, protonotaire apostolique, qui mit au point le cérémonial de la prise de possession du diocèse par Mgr Fabre, arrivé le 21 juin 1893 à la Réunion. Le lendemain, tout le clergé, l'ensemble des autorités civiles et militaires et une foule attentive assistèrent à l'intronisation à la cathédrale.

On reprochera à Mgr Fabre sa trop grande discrétion. Est-ce pour éviter les déboires de ses prédécesseurs — Mgrs Coldefy et Fuzet — qu'il se retira à St-François dans les hauteurs de St-Denis d'où il ne descendait que trois fois par an pour des cérémonies pontificales à la cathédrale ? Confiant l'administration du diocèse aux vicaires généraux l'abbé Pascal et l'abbé Champavier, il passait son temps à écrire sur Jeanne d'Arc, disait-on. Certes, à son arrivée, en 1893, il fit le tour des quartiers de l'île, mais l'année suivante en septembre 1894, un décret du gouverneur ordonna la laïcisation de toutes les écoles catholiques de garçons. Des troubles éclatèrent qui n'entamèrent pas la volonté du pouvoir local.

En 1902, ce fut au tour des écoles de jeunes filles. Mais l'opinion publique réunionnaise considéra cette mesure comme une brimade. Et à St-Denis, c'est le maire républicain Le Cocq du Terre, qui avait pourtant approuvé la laïcisation des écoles de garçons, qui s'y opposa à la tête d'une foule bruyante. La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, votée en France le 9 décembre 1905, força Mgr Fabre à sortir quelque peu de son mutisme. Sa réaction fut considérée par les extrémistes catholiques comme "équivoque".

FABRE Antonin (Mgr)

Il demanda d'accueillir convenablement les fonctionnaires chargés de l'inventaire des biens de l'Eglise. La loi de 1905 ne sera applicable à la Réunion que par le décret du 6 février 1911. Elle libérait l'Eglise de sa dépendance à l'égard du pouvoir civil, la trentaine de prêtres cessant d'être fonctionnaires ne perçurent plus de traitements. Mgr Fabre organisa la collecte du Denier de la Foi pour rémunérer le clergé.

En 1912, Rome réagit en confiant les diocèses d'outremer aux spiritains. Et c'est Mgr de Beaumont, spiritain qui fut choisi comme coadjuteur, en 1917, quand Mgr Fabre rentra à Bordeaux. Il mourut à Peissac, en Gironde, le 26 décembre 1919 à l'âge de 83 ans. Sa mort mit fin à une situation inconfortable pour l'Eglise à la Réunion. Mgr de Beaumont lui succéda.

ARRIVEE DE MGR FABRE

St-Denis le 14 juin 1893

Mes vénérés confrères,

J'ai l'honneur de vous annoncer que sa Grandeur, Mgr Antonin Fabre, notre évêque, arrivera à la Pointe des Galets et entrera sans aucune cérémonie en son Palais à St-Denis, le mercredi 21 du courant. La réception solennelle et l'intronisation sont remises au lendemain.

Le jeudi 22, tout le clergé de la Colonie est invité à se réunir à 7 heures trois-quarts à la Cathédrale et à se rendre à 8 heures précises en habit de chœur et processionnellement à la cure d'où il fera cortège à sa Grandeur pour son entrée solennelle en son Eglise Cathédrale.

CARLE

Administrateur Apostolique

Source

Almanach Religieux du Diocèse de St-Denis

Illustration : Mgr Fabre (Jibé)



Pierre Aristide **FARON**

17 avril 1814 - ?

Commissaire-général de la Marine
Gouverneur de la Réunion

Pierre-Aristide Faron est né à Brest le 17 avril 1814. Entré au Commissariat de la Marine le 1^{er} novembre 1830, il eut son baptême du feu à bord de *Hermione* pendant la campagne au Brésil de 1833 à 1835. Il était secrétaire du contre-amiral Latreyte. Puis il passa au service de l'amiral de Mackau, chef d'escadre aux Antilles. Il servit comme secrétaire-archiviste en Martinique de 1838 à 1844 avant de rentrer en France à la Préfecture maritime de Cherbourg (1845-1851).

Le 25 mai 1853, après sa participation à l'opération dans la Plata, il obtint le grade de commissaire de la Marine. Il passa successivement à Alger, en Chine et Cochinchine (1859-1861). Il fut fait commissaire-général de la Marine le 3 octobre 1860. De 1863 à 1871, Pierre Faron servit au Havre avant d'assumer le gouvernement des établissements français de l'Inde de 1871 à 1875. Il fut nommé en 1875 gouverneur de la Réunion.

Pierre-Aristide Faron arrive à la Réunion le 20 novembre 1875. Plaçant son administration sous *"la protection du ciel"*, le gouverneur Faron en explique les conditions dans son discours de prise de fonction : élaborer une politique intelligente et développer l'effort. Le destin en décidera autrement.

Six jours après son installation à la tête du gouvernement local, l'îlet du Grand-Sable dans le cirque de Salazie va être en moins de cinq minutes rayé de la carte de la Réunion. Les 63 habitants sont ensevelis vivants.

La colonie fut plongée dans un véritable *"saisissement"*. Une commission fut chargée d'étudier les causes de cette catastrophe. La série noire va se poursuivre. La nouvelle année démarre par un cyclone qui achève la désolation.

Sur le plan social et politique la protection divine eût été bien nécessaire au gouverneur Faron, mais là également le destin en décida autrement. Après l'abolition de l'esclavage, la recherche obsessionnelle de main d'œuvre chez les propriétaires réunionnais provoqua l'explosion de l'Engagisme.

L'Inde constituait la base migratoire la plus importante : mais dans une société à peine sortie de l'esclavage, l'intégration de travailleurs libres, étrangers de surcroît n'est pas aisée. Plusieurs affaires vont éclater. Les conditions de travail et la violation des

FARON Pierre Aristide

engagements contractés vont alimenter la plupart des conflits opposant les travailleurs engagés à leurs patrons. Malheureusement certaines affaires seront plus nauséabondes allant jusqu'à mort d'hommes. Et elles éclabousseront l'administration coloniale. Le consul britannique, protecteur des intérêts des travailleurs Indiens les portera à la connaissance du gouvernement royal de Londres qui lui même saisira le gouvernement métropolitain.

Le gouverneur Faron sera plusieurs fois interpellé par Paris. La multiplication des plaintes et leur internationalisation discréditeront l'administration coloniale. Le 26 juillet 1877 une commission d'enquête internationale arrive à St-Denis pour faire la lumière sur la situation des travailleurs engagés dans la colonie. Elle confirmera le bien-fondé des plaintes et révélera la déliquescence des services de l'immigration assurés par des fonctionnaires.

Les jours du gouvernement Faron sont alors comptés. A la fin d'octobre 1877 plusieurs organes de presse s'en prendront au gouverneur accusé de ne pas avoir su protéger la colonie de "*l'entreprise de démolition*" menée par le consul britannique et la commission d'enquête internationale.

Déjà accablé par deux catastrophes naturelles, mis en cause par le gouvernement central pour la mauvaise tenue de son administration, accusé par les propriétaires fonciers d'être incapable de défendre les intérêts de la colonie il ne restait plus au gouverneur Faron qu'à faire ses malles. Il demande à être relevé de ses fonctions et quitte la colonie le 29 avril 1879.

L'HOMMAGE DU MINISTRE

"Au moment où vous allez cesser de faire partie du personnel actif de la Marine, j'éprouve le besoin de vous manifester mon entière satisfaction pour la manière si honorable et si distinguée dont vous vous êtes constamment acquitté des fonctions qui vous ont été confiées, dans le cours d'une carrière aussi longue que bien remplie. Je ferai tous mes efforts pour que vous emportiez dans la retraite un témoignage de la haute estime dans laquelle vous tient le gouvernement de la République".

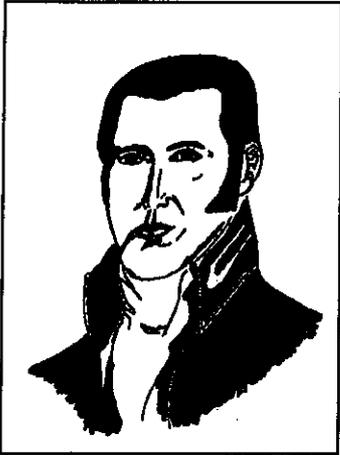
Amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies, 4 février 1879.

Source

Thomy Lahuppe in *Album de la Réunion*, Roussin.

Illustration : Pierre Faron (Roussin)

MS



Robert **FARQUHAR**

14 octobre 1776 - 20 mars 1830

Gouverneur (anglais) de la Réunion

Robert-Townsend Farquhar, second fils de Sir Walter Farquhar, est né le 14 octobre 1776. Son père était médecin du prince de Galles — le futur Georges IV — qui l'assura de sa protection par la suite. Farquhar commence sa carrière administrative comme lieutenant-gouverneur de Perany. Ses talents de diplomate et de conciliateur en font une recrue de choix pour Her Majesty's Overseas Civil Service. Il assiste à bord du *HMS Boadicea* à la prise de St-Denis en 1810. Cet homme aux manières prévenantes sera le premier gouverneur anglais de Bourbon. Le 9 juillet 1810, il adresse une proclamation aux habitants fixant le mode d'administration de l'île. Une seconde suivra le 18 juillet. *"Les Anglais et les Français ne formeront plus ici qu'un seul peuple et une seule famille"* affirme-t-il.

Dès la reddition de l'Isle de France, signée le 3 décembre 1810, Farquhar assumera les fonctions de gouverneur général des îles de Bourbon et de Maurice (ex Isle de France). Ses qualités feront oublier aux Français l'humiliation et la rancœur d'une défaite sanglante qui laisse des traces dans la population. Il reviendra à Bourbon pour un court intérim du 26 avril au 10 juillet 1811.

Profitant de son absence de Bourbon, des esclaves sous la direction d'Elie vont se soulever le 8 novembre 1811 à St-Leu. La révolte échouera. L'esclave du nom de Figaro avait révélé le complot quelques jours plus tôt et les forces anglaises, sous le commandement de Cameron, Concrey et Ley vont refroidir les ardeurs des insurgés. Farquhar retourne dans l'île le 28 novembre 1811 et montre à tous sa détermination à préserver la paix civile. Un procès exemplaire fut organisé pour les insurgés. Le 11 février 1812 la cour rendit son verdict : la peine capitale pour 30 meneurs et les fers à perpétuité pour les autres. Farquhar gracia Elie qui fut déporté aux Indes et récompensa Figaro.

Le 20 septembre 1816, Farquhar francophile, tiendra absolument à participer aux festivités commémorant le centième anniversaire de la prise de possession de Maurice par la France.

Le 19 novembre 1817, il quitte Maurice pour l'Angleterre. On sera obligé de faire appel à lui en 1820 pour surmonter l'intolérance de ses successeurs qui a mis en péril la tutelle britannique sur l'ombrageuse Isle de France. Pendant ce deuxième mandat

FARQUHAR Robert

(juillet 1820 - 20 mai 1823), Farquhar s'ingéniera à accélérer la pénétration anglaise à Madagascar et à contrarier toutes les entreprises françaises dans la Grande Ile. Sa lecture trop étriquée des textes de capitulation et du *Traité de Vienne* assimilant Madagascar à une dépendance de l'Isle de France sera désavouée par Westminster. En 1825, de retour en Angleterre, il se jette dans le combat politique pour soutenir Wellesley. Il est élu député de Newton. L'année suivante il est candidat victorieux dans la circonscription de Hythe. Il meurt le 20 mars 1830.

Bourbon garde de lui une image positive : d'un accès facile, sachant se lier avec tous par des qualités humaines chaleureuses, atypiquement britanniques. Son amitié avec Joseph Hubert fut souligné. Ses adversaires ont longtemps affirmé qu'il fut un parrain de la traite négrière et un carriériste cynique et autoritaire. Lors de son départ de Bourbon, Hubert s'écriera : "*M. Farquhar, faire le bien et des heureux, voilà ce que vous désirez toujours faire (...) votre nom à d'autres titres sera toujours cher aux habitants de cette île*".

EXTRAIT DE LA PROCLAMATION DE FARQUHAR

21 novembre 1811

"Il (Son Excellence le Gouverneur) ne peut assez fortement exprimer l'indignation que lui a inspirée l'atrocité des esclaves de St-Leu, en assassinant leurs maîtres et en s'élevant contre leur autorité légitime, ni manifester assez ouvertement sa volonté que les auteurs et instigateurs de cette conspiration soient punis de la manière exemplaire que commande la justice.

Tant que l'humanité et la raison formeront le caractère dominant de la nation anglaise, Son Excellence pense que c'est entrer dans l'essence de ces principes que de déclarer aux esclaves, qu'ils doivent être bien convaincus que l'on emploiera toute la rigueur des lois contre les projets de se soulever, etc. Son Excellence pourrait avoir à regretter que la punition des esclaves insurgés n'ait pas aussi promptement frappé le crime que la nature et l'exemple, seul vrai but de la justice, auraient pu l'autoriser ; si, d'un autre côté, elle n'était convaincue que son exécution, quoique différée, n'en aura pas moins son effet. (...)

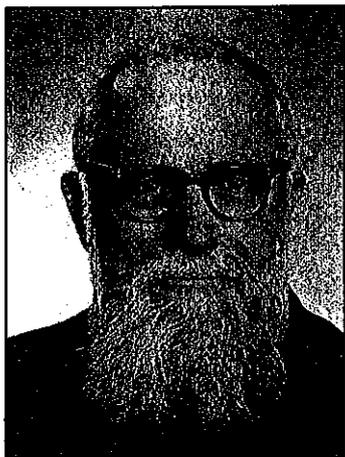
En considération de la conduite infiniment louable de l'esclave Figaro, qui a dévoilé la dernière conspiration éclatée à St-Leu, il a plu à son Excellence le gouverneur de lui donner la liberté, en récompensé de ses fidèles services ; de lui faire, au nom du gouvernement britannique, sa vie durant, une pension de deux cent-cinquante piastres par an, payable chaque mois, et de lui assurer la propriété d'un morceau de terre dans les réserves de St-Joseph, pour son entretien et celui de sa famille."

Farquhar

Source

P.J. Barnwell, *Dictionnaire de Biographie Mauricienne*

Illustration : R.T. Farquhar (Jibé)



René-Jean Baptiste **FAVRON**

23 mai 1911 - 19 juin 1968

Prêtre
Travailleur social

René-Jean Baptiste Favron a vu le jour à la Sageais, près de St-Malo, le 23 mai 1911 (certains documents prétendent le 26 mai). Son père Mathurin, grand asthmatique, ne peut pas beaucoup travailler, et la gêne est grande dans cette famille de trois enfants (Célestin, René, Marie). René lui-même est d'une santé fragile. En 1929, il entre dans la congrégation des Eudistes, à Lebisey, près de Caen. Le 25 mars 1939, il reçoit l'ordination sacerdotale des mains de Mgr Serrand, évêque de St-Brieuc. Mgr de Langavant, alors en Bretagne, accède, cette année là, à sa demande et il est attaché au diocèse de la Réunion. D'abord itinérant, il sera affecté à St-Louis, puis à St-Pierre, avant de revenir à St-Louis. C'est là, en 1946, que débute l'œuvre du Père Favron sous le nom d'Union Catholique de St-Louis (U.C.L.). Le premier "hôpital" n'est qu'un vieux garage dans les dépendances de la cure. Des quêtes, d'église en église, et une formidable énergie permettront au prêtre, malgré sa santé fragile, d'ériger des réalisations qui ont duré jusqu'à nos jours.

En mars 1953, l'hôpital d'enfants de St-Louis est officiellement inauguré. Le Père Favron s'occupe aussi des vieillards abandonnés. Le choix entre 2 terrains, pour y construire un hospice, fut effectué par un vote à main levée des paroissiens de Bois d'Olives à l'issue d'une messe. Le 1^{er} juillet 1952, la vente de 15 hectares avec délais de paiement est conclue. Une fois édifié, l'hospice est baptisé Albert Barbot, du nom d'un héros réunionnais de la dernière guerre.

Le 28 avril 1956, l'association modifie son titre et devient l'Union des Œuvres Sociales de la Réunion (UOSR) dont le président, directeur et trésorier n'est autre que le père Favron lui-même. Le père accueillera ensuite les premières religieuses venues de Marseille pour ouvrir un centre de rééducation pour jeunes aveugles et sourds ; un centre transféré en juillet 1957 à la Ressource, à Ste-Marie.

Début 1957, c'est également sous l'impulsion du prêtre que s'ouvre une école d'aides-soignantes. L'hospice de Bois d'Olives n'est pas oublié pour autant. De 1958 à 1968, le père Favron y réalise 102 maisons, un économat, un début d'atelier, puis une grande église de 1 500 places, grâce aux dons et quêtes de métropole et de la Réunion. Entre-temps il construit, en 1958-59, un village de 49 maisons à Cambourg.

FAVRON René

Ne renonçant jamais à un projet, il se déplace de l'un à l'autre de ses foyers d'activité sur une vieille moto, la barbe au vent. Le 1^{er} février 1959, le Père Favron ouvre le premier magasin-pilote, qui offrira des produits d'usage courant à des prix bien meilleur marché que dans le commerce. En 1960, c'est un foyer de jeunes travailleurs qu'il met en place.

De passage dans l'île, les visiteurs participent volontiers à la formation générale au sein de ses foyers. C'est ainsi que Raoul Follereau est venu régulièrement parler des lépreux et de la charité dans le monde.

Le Père Favron est décédé à l'hôpital de Nantes le 19 juin 1968. Il a été inhumé à Bois d'Olives. Cet homme, de santé fragile, qui avait juré de ne rien bâtir, construisit beaucoup. Ses mérites furent reconnus par les autorités civiles qui lui décernèrent la Légion d'honneur et l'étoile d'Anjouan.

L'ARGENT

"...La première difficulté fut de faire approuver le plan. Le Dr Dufour était le directeur de la santé. J'avais peur de lui comme du diable. Après avoir vu le plan, il me dit : "c'est bien joli mais...ça ?" me fit-il en se frottant le pouce et l'index. "Quoi ça ?" lui dis-je en faisant l'âne, ce qui m'arrive assez souvent car j'ai été à bonne école ; étant tout jeune je conduisais l'âne de ma famille.

"Eh bien, l'argent" me dit mon brave directeur de la santé.

"Ah, oui ! l'argent, comment ? Comment ? Ah oui, je n'en ai point, mais c'est comme ça que je travaille moi. Je commence avec rien, je continue avec rien et j'achève avec rien, mais je finis.

"Allez, me dit-il je vous fais confiance" et nous fûmes de bons amis."

Père Favron, raconté par **M. BEBIN**

Source

AM. Bebin, *Petite histoire de l'UOSR*

Illustration : Père Favron (Archives Départementales de la Réunion)



Léon FÉLICITÉ

2 octobre 1913 - 1^{er} juin 1997

Adjoint au maire de Saint-Paul

Léon Félicité est né le 2 octobre 1913 à St-Leu. Il a quatre ans à la mort de son père, âgé de 27 ans. Il part pour St-Denis chez son cousin le policier Lucien Deby. Inscrit à l'école Centrale, il décroche son Brevet élémentaire avant de suivre des cours de comptabilité. En 1935 il entre à l'hôpital colonial du Camp Ozoux comme commis. Le hasard du bon voisinage — ils habitent le même immeuble — le fait rencontrer le Dr Raymond Vergès, le chef du Service de santé de la colonie.

Léon Félicité suivra le Dr Vergès à la Ligue des Droits de l'homme, à l'Union Départementale des Syndicats et Fédérations CGT et au Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale (CRADS), où il devient le trésorier du mouvement. Léon Félicité est mobilisé comme des milliers de Réunionnais quand éclate la guerre en 1939. Il part pour la France le 9 septembre 1939 à bord du *Ville de Tamatave*. Héroïque au front, il est grièvement blessé. Il retourne au pays natal en février 1941 et il s'installe à St-Paul.

Il retrouve le Dr Vergès qui le nomme à la tête du poste de prophylaxie dans l'ouest de l'île. Il participera avec le même héroïsme qu'il avait témoigné contre l'ennemi à vaincre le paludisme, responsable de milliers de morts à la Réunion.

Léon Félicité entrera en politique active aux municipales du 27 mai 1945 à St-Paul. La liste menée par le Dr Vergès sera élue — mais le leader de gauche également élu à St-Denis choisira le chef-lieu dont il deviendra le maire. Léon Félicité est élu premier adjoint au maire Evenor Lucas. Il sera réélu au même poste après les municipales du 19 octobre 1947 et du 26 avril 1953 ; avant d'être révoqué en 1959 avec l'ensemble municipal communiste par le Préfet Perreau-Pradier.

« Toutes les élections cantonales de 1957, municipales de mars 1959, législatives de novembre 1958, de novembre 1962 et de mai 1963 se sont déroulées dans les pires conditions d'irrégularités et de violence » affirmait Jacques Duclos au Sénat en croisant le fer avec Georges Repiquet.

Léon Félicité en subira les conséquences physiquement, psychologiquement et professionnellement. Sa connaissance du terrain social dans l'Ouest en fera un colistier incontournable sur le ticket communiste aux élections nationales. Ainsi est-il le suppléant d'Agenor Dutremblay aux législatives de 1958.

FÉLICITÉ Léon

Suppléant de Bruny Payet aux législatives du 5 mai 1963 dans la 2^e circonscription, il est la victime de coups de matraque. Muté autoritairement à St-Pierre en 1960 par Perreau-Pradier, il est dégoûté par l'arbitraire d'État ; il prend sa retraite sept ans plus tard pour s'installer en Métropole, à treize dans un trois-pièces avec le goût de l'exil. Mais il fallait partir pour que les enfants ne soient pas pénalisés à la Réunion.

Son désir de défendre les Réunionnais n'est pas entamé. Il milite à l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais de France (UGTRF), et tombe amoureux de Paris.

En 1982, la gauche étant revenue au pouvoir, Léon Félicité revient à la Réunion et retrouve St-Paul. Il continue de s'engager dans la vie associative mais ne renoue pas avec le Parti Communiste Réunionnais.

Après une alerte cardiaque, sa santé décline inexorablement. Il meurt à Paris le 1^{er} juin 1997 à l'âge de 84 ans. Sa dépouille, ramenée à la Réunion dans sa maison du Guillaume St-Paul, recevra l'hommage d'un grand nombre de Réunionnais. Ils se souviendront d'une grande figure du monde politique, syndical et mutualiste qui a donné toute sa vie pour la justice sociale.

LES VRAIS GAULLISTES

«Quatre mois avant qu'un grand Français - il faut tout de même reconnaître à Debré son action notamment en matière de logements sociaux - soit débarqué d'Amboise et élu ici aux législatives, un tout aussi grand journal français publiait son score à la voix près. Déjà, quand on a été dissout à Saint-Paul, on a refait 65 % des voix, mais les procès verbaux ont été rectifiés. A la cure, notamment cela j'en suis certain puisqu'il y a quelques années un gars de chez nous passé de l'autre côté sous la pression m'a confié avoir imité ma signature à la demande du président de la délégation spéciale qui faisait les élections en fonction des ordres du préfet. D'ailleurs, les résultats des élections n'étaient ni affichés, ni proclamés. Tout cela, sincèrement, je le regrette car nous étions les seuls véritables gaullistes à la Réunion avant ces affaires. Et qu'ont-ils fait après ? Ils ont installé des péjainistes dans les principales mairies».

Léon Félicité Déclaration au Quotidien de La Réunion 13 mai 1993

Source

Archives Familiales

Illustration : Léon Félicité (Archives Familiales)

MS



Adèle
FERRAND
(ép. de K/VEGUEN)

20 octobre 1817 - 1^{er} avril 1848

Artiste peintre

Le 20 octobre 1817 naquit à Nancy (rue des Dominicains) Julie-Adèle, fille de Georges Ferrand et d'Henriette Foisly, merciers et papetiers. En 1830 la famille s'installe à Paris au 11 bis, rue de Montholon. Alors que son frère Jules est admis aux Beaux-Arts dans l'atelier de Paul Delaroche, Adèle va se spécialiser dans le portrait.

En 1837, Jules et Adèle sont admis au Salon Royal du Louvre où ils vont émerveiller les critiques. Adèle Ferrand y sera régulièrement jusqu'en 1846. Elle expose également à Rouen et à Nancy. Au Louvre son *Portrait de Mme Ferrand* est accroché au-dessus de la porte du Grand Salon. On la compare à Greuze, on lui passe commandes et on la couvre de distinctions et de médailles. Elle devient un des maîtres les plus sûrs de l'École romantique.

En 1844, les Ferrand s'installent à la place Vendôme. A la fin de la même année, elle rencontre un créole de Bourbon : Denis-François Le Coat de Kervéguen, fils de négociant. Elle en tombe amoureuse. Ils se marient en 1846.

Les Ferrand accompagnent les nouveaux époux à Bourbon. Ils s'installent chez Mme Vve de Kervéguen (née Geneviève-Hortense Lenormand) rue du Commerce à St-Pierre.

Le nom de Kervéguen est associé à la grande propriété sucrière et à la puissance financière et politique. Gabriel, le fils aîné né d'un premier lit (Angèle-Césarine Rivière) aura même le privilège de *battre monnaie* — plus prosaïquement d'introduire des *Kreutzer* démonétisés qu'on appellera *Kervéguen*. Sa fortune pouvait rivaliser avec celle des Desbassayns. Denis-François, comme sa mère, appartient à la branche paupérisée de la famille, avec peu de ressources et de patrimoine. Il sera quand même maire et conseiller général de St-Pierre.

Adèle meurt le 1^{er} avril 1848 à l'âge de 30 ans. Elle laisse une œuvre considérable et de qualité et un fils de 16 mois : Hervé. Ce dernier va léguer au musée Léon Dierx 26 peintures et dessins, deux albums et des papiers divers ayant appartenu à sa mère. Il y mettra une condition : «*Il faut leur assigner une demeure immobile où existera l'obligation doublée de la responsabilité morale pour la Colonie d'en avoir soin*».

FERRAND

L'inauguration de la *Salle Mme Denis Le Coat de Kervéguen* au musée Léon Dierx eut lieu le 11 novembre 1922 soit deux mois après la mort d'Hervé (2 septembre 1922).

Il faut souligner que pendant longtemps il y eut confusion avec les œuvres d'une «fausse Adèle Ferrand» : le portraitiste Elizabeth Marcel, de la manufacture royale de Sèvres, contemporaine de la vraie Adèle Ferrand. Aurait-elle épousé un des trois frères d'Adèle ?

«Transportons-nous en esprit au règne de Louis XII et assistons au *Couronnement d'une Rosière*, une jolie scène que Mlle Adèle Ferrand a peinte avec une grâce ravissante. C'est une cérémonie toute champêtre. Le châtelain, couvert de son plus riche costume, et la châtelaine, revêtue de ses plus beaux atours, sont assis à l'ombre d'un grand chêne ; le maire du village conduit par la main, avec une gravité toute paternelle, une jeune fille habillée de blanc, toute rose et toute souriante, toute heureuse et toute modeste. Si elle est la fille la plus sage des alentours, elle est aussi la plus belle (...). Mlle Adèle Ferrand a vraiment fait une charmante composition.»

Louis Batissier, *Journal de Rouen*, 15 juillet 1841

Sources

- Suzanne Greffet-Kendig, *La Vraie Adèle Ferrand*, St-Denis, 1988
- H. Foucque, *Bulletin de l'Académie de la Réunion* (1922), vol 5, St-Denis, 1923

Illustration : A. Ferrand (autoportrait)

Michel
FIRELIN

circa 1666 - mai 1697

Gouverneur

Fils de Clément Firelin et de Catherine Colas de Montivilliers, Michel Firelin naquit vers 1666.

Nommé garde-magasin à l'île Bourbon par commission en date du 7 mars 1689, il arrive à Bourbon sur le *St-Jean-Baptiste* avec le nouveau gouverneur Habert de Vauboulon, deux capucins et une vingtaine de colons. Lors de la traversée, il a pu juger du caractère détestable de son supérieur.

Dès leur arrivée dans l'île le 5 décembre 1689, Michel Firelin est nommé procureur du roi par Vauboulon. Mais les relations empirèrent rapidement entre les deux hommes. Avare, autoritaire et libidineux, Vauboulon est venu aux îles pour faire fortune ; couvert par l'ordre du roi en date du 20 mars 1689 le nommant gouverneur et grand juge de Bourbon, Vauboulon estimait pouvoir agir avec impunité.

Michel Firelin va jouer un rôle déterminant, avec le Père Hyacinthe, dans l'arrestation de Vauboulon. Le 26 novembre 1690, en pleine chapelle de St-Louis, sur un signal des premiers nommés, les fidèles se saisirent du gouverneur. Vauboulon fut emprisonné avant de mourir empoisonné le 18 août 1692 dans sa cellule ; on le força à ingurgiter «*le bouillon mortifère*» préparé par le chirurgien Royer. On va vivre en république et en rupture de ban à Bourbon.

Firelin assumait les fonctions de commandant de l'île du 26 novembre 1690 au 11 août 1693. Guët affirme que Firelin a été élu gouverneur le 4 mars 1691.

Qui se sert de l'épée !... Pour Firelin qui administra l'île après Vauboulon, la tâche ne fut pas facile. Il n'eut aucune réaction quand on pillait les biens de la Compagnie après l'incarcération de Vauboulon. En sus des marchandises, 2 400 livres furent volées par les colons. La chasse et le commerce avec les forbans reprirent de plus belle. En fait, Firelin prenait ses directives du père Hyacinthe qui ne signa aucun acte. Les forbans firent escale ouvertement, sachant les préférences des colons pour les cotonnades et l'arack de l'Inde aux tissus et eau de vie de la Compagnie. De surcroît, les marins interlopes et pacotilleurs étaient des gens qui payaient bien. Ayant tenté de faire preuve d'autorité, Firelin fut pris à partie par des colons irascibles. Craignant pour sa vie, il se réfugia, comme un «*marron*» (suprême injure !) dans les montagnes.

FIRELIN

En 1694, il se maria avec Marguerite Royer, la fille du chirurgien empoisonneur et ils eurent un fils, Michel, né le 14 avril 1695. Mais l'assassinat du gouverneur et de son valet La Citerne (ce dernier fut exécuté le 6 mars 1692) ne restera pas impuni. En juillet 1696, l'escadre de Serquigny fit escale dans l'île et tout fut découvert. Le directeur Le Mayer ordonna l'arrestation de Firelin et de tous ceux qui avaient participé aux meurtres. Ils furent amenés en France et jugés à Rennes pour crime de lèse majesté.

Michel Firelin fut trouvé coupable le 24 mai 1697, condamné à la potence et exécuté quelques jours plus tard. Sa veuve voulut s'installer en France, mais son beau-frère, Bidon des Bretinières, la fit interner pour «*mauvaise conduite*». Ayant réussi à prouver sa bonne foi et le désir de ce beau-frère de la spolier de ses biens, elle fut libérée après avoir obtenu dommages et intérêts. Elle se retira ensuite à Pondichéry.

LE RECENSEMENT DE FIRELIN

Le manuscrit de ce document porte la mention «**Liste des habitants de l'Isle Bourbon, enfants et nègres**»

- 46 chefs de famille installés sur autant d'habitations et répartis comme suit :

Quartier de St-Paul :

23 familles, plus «un vieil nègre de St-Omer».

Quartier de St-Denis :

8 familles, plus 12 nègres du Roy, plus 2 Français, Petit et Perrot «que M. le Gouverneur fait travailler pour le Roy sans gages ce qui ne les rend pas contents».

Quartier de Ste-Marie :

3 familles.

Quartier de Ste-Suzanne :

12 familles, plus 6 personnes diverses.

Sources

- R.P. Barassin in *Mémoire de Boucher*, St-Denis, Mascarin, 1989
- R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : signature de Firelin (*Les Gouverneurs de la Réunion*)



Etienne *de FLACOURT*

1607 - 10 juin 1660

Gouverneur de Madagascar

Etienne, second fils d'Etienne de Flacourt Bizet et d'Elisabeth de Loynes voit le jour en 1607 à Orléans. Son oncle Jules de Loynes, alors secrétaire général de la Marine décide avec d'autres de tirer le meilleur parti du commerce aux Indes Orientales en créant le 30 avril 1643 la *Compagnie Française des Indes Orientales*. Sur les 24 parts, M. de Loynes en détient 3. Les affaires vont aller trop lentement à leur goût. Aussi, en 1648, Etienne de Flacourt, intéressé depuis peu à l'entreprise accepte non seulement la direction générale des affaires mais également le gouvernorat de la nouvelle colonie à Madagascar. Ce titre prétentieux cache une pénible réalité : la France s'agrippe depuis 1642 à une minuscule enclave moribonde (Fort Dauphin) en terres madécasses. Flacourt y arrive le 15 décembre 1648 pour remplacer Pronis, le premier gouverneur envoyé en septembre 1642 — avant même l'obtention officielle des lettres patentes de la nouvelle compagnie. Il y restera jusqu'au 12 février 1655, sans assistance et sans nouvelles, oublié du reste du monde et vivant dans le plus grand dénue-ment et les plus grands dangers. Il est maintenant établi qu'il ne pût survivre qu'en préda-teur, pratiquant le pillage et les exactions avec au plus 80 français sur les conseils d'un certain Rainicaze.

Désespéré, il tenta même sur une barque de fortune de rallier la France. Après 20 jours de navigation, le mauvais temps et le mauvais état de sa barque le forcèrent à rejoindre son point de départ. Il profitera de l'escale opportune de *L'Ours*, vaisseau du maréchal de la Meilleraye pour aller exiger des explications en France. Il débarqua à Nantes le 28 juin.

Les choses apparaissaient ardues. Jules de Loynes, son protecteur, était mort. Au mieux on l'accusa de maladresse pour avoir abandonné Madagascar et être rentré sur un vaisseau rival ; car le maréchal de la Meilleraye se posait en concurrent pour le commerce à Madagascar. Il continua de travailler pour la compagnie dont son frère était devenu un des principaux intéressés. Il se préoccupa également d'éditer les trois ouvrages signés de son nom.

Fort de son expérience et des assurances données pour la relance des activités commerciales à Madagascar, il décide d'y retourner avec des pouvoirs étendus. Il quitte Dieppe le 20 mai 1660 à bord de *La Vierge*, vaisseau de la Compagnie d'Orient, de 200 tonneaux et de 20 canons sous le commandement du capitaine Anice. A bord, il y a 200 passagers. Parmi eux six prêtres Recollets : les révérends pères Edme Le Clerc,

de FLACOURT

Raphaël Poulet, Philippe Salomon, André Loget, Elisée Benoist et le père Joseph, religieux de la province de St-Bernardin. Flacourt n'arrivera pas vivant. Attaqué par trois corsaires turcs au large de Lisbonne, le vaisseau explosa, le feu ayant pris aux poudres. Il n'y eut que 17 survivants emmenés d'ailleurs en captivité à Alger. Flacourt ne s'y trouvait pas...

Il a beaucoup écrit sur Madagascar. On lui doit le *Petit Catéchisme* (version bilingue madécasse-français), un *Dictionnaire de la langue de Madagascar*, l'*Histoire de la Grande Ile Madagascar*. Autant il y a toute certitude sur la paternité du dernier ouvrage, autant il semble maintenant évident que les deux autres ouvrages signés de lui avaient été rédigés par les abbés Nacquart, Gondrée, Mounier et Bourdaise.

Et la vie privée de l'homme ? Arthur Malotet, auteur d'un ouvrage sur lui, émet des doutes sur son plausible mariage avec sa cousine Françoise de Loynes, fille de l'oncle Jules, et dont l'autre sœur aurait épousé Pierre de Beausse. Il pencherait pour une «*union obscure*».

Si la filiation des descendants d'Etienne Flacourt «*n'est pas établie d'une manière certaine*», Malotet estime vraisemblablement que parmi eux se trouvent Jacques-Julien de Flacourt qui mourut gouverneur de Surate en 1736 (en fait c'est le fils de son frère), Charles de Flacourt gouverneur de Madagascar, Guillaume Martin de Flacourt ainsi qu'Henri Martin de Flacourt et Antoine Martin de Flacourt qui tous deux s'étaient installés à la Réunion. Un des fils de ce dernier prit d'ailleurs part à l'expédition militaire contre Madagascar à la fin du 19^e siècle. En revanche, dans l'éloge funèbre d'Etienne de Flacourt, il est explicitement mentionné : «*Il n'a point laissé de postérité, car encore qu'il ait été marié l'espace de 19 années et que, pendant ce temps-là, il ait goûté de la douceur des fleurs, de l'amertume des feuilles de cet arbre, il n'en a point recueilli les fruits, à savoir des enfants*».

Le seul portrait que l'on connaisse de lui fut réalisé par le fils du peintre Michel Corneille, âgé de moins de 15 ans. Il montre un homme au visage épais et d'une corpulence lourde. Il est également avantageusement au centre d'une deuxième gravure où il reçoit la soumission des habitants de la région de Fort Dauphin en juin 1654. Outre la médecine et la chimie apprend-on dans son éloge funèbre «*il avait quelque génie pour la poésie, tant latine que française*». Il «*entendait*» la langue madécasse, l'arabe, le grec et «*quelques autres (langues) vulgaires de notre Europe et parlait la latine avec beaucoup de facilité*». De surcroît, il était expert en navigation et en géographie et «*excellait en la connaissance des minéraux, pierreries, plantes simples et autres choses physiques par la grande lecture des auteurs, à quoi il s'occupait d'autant plus volontiers qu'il y employait tout son loisir et y prenait tout son divertissement*».

Bibliographie

- *Petit Catéchisme (madécasse/français)*, Paris, 1657
- *Dictionnaire de langue de Madagascar*, Paris, 1658
- *Histoire de la Grande Ile Madagascar*, Paris, 1658

Source

Flacourt, *Histoire de la Grande Ile Madagascar*, St-Denis, Mascarin, 1991

Illustration : Etienne Flacourt (Michel Corneille)



Hippolyte **FOUCQUE**

15 mars 1887 - 1^{er} août 1970

Homme de lettres
Chef du service de l'Instruction Publique

Fils de Claude-Eugène Foucque, directeur de l'usine de La Mare, et de Marie-Françoise-Virginie Adam de Villiers, Marie-Victor-Hippolyte Foucque est né le 15 mars 1887 à Ste-Marie. Orphelin à l'âge de 5 ans avec son frère Henri (futur notaire à St-Denis) et ses deux sœurs, le jeune Foucque obtiendra son baccalauréat en 1904, après avoir été durablement marqué par son professeur de lettres de 1^{er}, M. Magnien. Il poursuivra ses études à la Sorbonne et se présentera à un célèbre créole de Paris, le médiéviste Joseph Bédier, qui lui fera "un peu peur...". Après la licence ès lettres (1907) le diplôme d'études supérieures (1908) et deux années de service militaire, Hippolyte Foucque obtient son agrégation en 1913. Il est nommé professeur au lycée de Moulins dans l'Allier.

De retour à la Réunion, en janvier 1914, il est affecté au lycée Leconte de Lisle. Six mois après, la guerre éclate. Il en repart presque aussitôt pour Tananarive où il se morfondra deux ans au sein d'une "colonne de secours pour l'Afrique Orientale"... qui ne servira jamais ! En 1916, c'est enfin le grand départ pour la guerre, et plus précisément la Grèce et Salonique où le sous-lieutenant Foucque recevra la croix de Guerre. En 1917, "sur ordre du ministère et pour motif grave de service", on le réexpédie à la Réunion reprendre sa chaire du lycée Leconte de Lisle.

Le 20 mai 1919, quelques jours à peine après la fin de la terrible épidémie de grippe espagnole, il épouse à St-Denis Jeanne-Marie-Emilie Mac Auliffe. Hippolyte Foucque le disait lui-même : "En ce temps là, on considérait comme une erreur sentimentale l'idée, pour un jeune agrégé, de faire une carrière à la Réunion..." Mais l'amour de la petite patrie créole sera le plus fort, et de 1917 à 1930, "treize générations de rhétoriciens ont pu apprécier son dévouement et la finesse de sa culture...".

En 1930, à 43 ans, il devient proviseur du lycée Leconte de Lisle, et cumule cette haute fonction avec celle de chef du service de l'Instruction Publique. Désormais N° 1 de l'Education nationale dans la colonie, il laissera dans la mémoire collective l'image d'un fin lettré et d'un grand érudit, spécialiste réputé de Leconte de Lisle, et homme trop important pour attirer le clin d'œil ou l'anecdote de potache. En 1946, couronnement d'une belle carrière, arrive la nomination d'inspecteur d'Académie faisant fonction de vice-recteur, avant la retraite en 1952, à 67 ans. Directeur délégué et rédacteur en chef du journal *Le Peuple* de 1952 à 1955, membre de 16 sociétés et président de 4

FOUCQUE Hippolyte

d'entre elles — l'Académie de la Réunion (depuis 1933), l'Association des Anciens Elèves des lycées de la Réunion, la Mutuelle des Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la Fédération Générale des retraités de l'Etat. Hippolyte Foucque aurait également pu devenir... député de la Réunion ! En 1963 en effet, on lui proposa d'être le suppléant du candidat Michel Debré, mais il refusa poliment, arguant de son grand âge. S'il avait accepté, il serait devenu député en 1966 à 79 ans, lorsque Michel Debré réintégra le gouvernement... Hippolyte Foucque fut aussi chroniqueur radio, sous le pseudonyme de *Grand-Père Onésime*. Fait chevalier de l'ordre équestre de Saint-Grégoire-le-Grand par le pape Paul VI en 1965, officier d'Académie, officier de l'Instruction Publique, officier de la Légion d'honneur. Hippolyte Foucque est mort à St-Denis le 1^{er} août 1970. Honneur exceptionnel, deux évêques (Mgr de Langavant et Mgr Guibert) accompagneront sa dépouille mortelle au cimetière de Ste-Marie.

C'EST AUJOURD'HUI

"Certains soirs, dans la guerre, un mot courait par les tranchées, que suivant une vague de gravité déferlant sur les âmes ; on disait : "c'est demain". Et dans le silence qui s'imposait, chacun haussait son cœur dans un sentiment imprécis des nécessités supérieures et avec une obscure conscience de l'importance de l'acte que l'on allait accomplir... Il en est de même dans la vie de la paix. A chaque jour qui se lève, chaque citoyen devrait se dire : "c'est aujourd'hui" (...) oui, mes chers élèves, le travail, c'est la grande loi des Républiques".

Hippolyte Foucque, "*le Nuage sur l'Etoile*", discours prononcé lors de la distribution des prix "*Le Peuple*", 7 septembre 1920

Bibliographie

- *L'île de la Réunion*, en collaboration avec R. Barquissau et J. de Cordemoy (1921)
- *Au long de la vie Réunionnaise* (1925)
- *Aux Isles Jadis* (1934)
- *Pages Réunionnaises* (1962)
- *Poètes de l'île Bourbon* (1966)

Source

Jacques Lougnon, *15 années d'Actualités locales*, St. Denis, librairie Cazal, 1977

Illustration : H. Foucque (A. Jean-Jacques)



Georges FOURCADE

27 juillet 1884 - 29 décembre 1962

Auteur
Compositeur
Interprète

Le 27 juillet 1884 naît à St-Denis le futur «*barde créole*». Son père, Victor Fourcade fut tour à tour agent de change, agriculteur et même journaliste comme Alfred, le deuxième fils, créateur du journal *Le Peuple*. Pour le jeune Georges, la vocation de rédacteur aurait été toute trouvée s'il n'avait épousé la passion de sa grand-mère, une musicienne renommée, Gabrielle Laclef. Ses textes de chansons, mais aussi le théâtre, le rendront célèbre.

La plus connue de ses œuvres reste les *Z'histoires La Caze* rééditées dix fois entre 1928 et 1939 ! Savoureuses, elles sont le témoignage d'une vie quotidienne réunionnaise bourrée d'images pittoresques et de personnages hauts en couleur : le gendarme, le compère chinois, le «z'arab». Ce petit fils de «Zoreil» — son grand-père arriva dans l'île en 1859 — est celui qui donna ses lettres de noblesse et de tendresse à la langue créole.

Avec son ami compositeur Jules Fossy, il crée les anthologiques *Mon Mari pêcheur*, *P'tit paille en queue*, *Ah nénére*. On lui doit également *Caf Francisco* et bien d'autres tubes encore réactualisés quelques années plus tard par les Jokarys, dont le célèbre *P'tite fleur aimée*.

La belle aventure commença le 13 août 1930. Fourcade est dans le bureau de M. Jacob de Cordemoy, inspecteur du travail, pour passer l'examen d'entrée à la société des auteurs éditeurs et compositeurs de musique. Le sujet : «*Vous trouvez au fond d'un vieux coffret des petites fleurs fanées, en même temps qu'une mèche de cheveux, faites trois couplets avec ou sans refrain*».

Il en fera un succès. Ce sera *P'tite fleur bien aimée*. Le 13 novembre 1930, il apprend qu'il est admis à titre de stagiaire définitif dans la société.

Ses chansons, enregistrées par Pathé, puis par Odéon feront les beaux jours des ondes radiophoniques françaises et étrangères.

L'écrivain de théâtre qu'il fut laissera plusieurs pièces, *Z'affaires coco*, *Le coq Auguste*. L'académie de la Réunion lui attribuera même deux prix, un pour la saynète *Mon doudou*, l'autre pour *Le cœur créole*, un projet de film écrit avec Marcel Mouillot.

FOURCADE

Au-delà de ses textes, Georges Fourcade fut également un portraitiste de talent *Portrait de P'tit Georges par lui-même* et un moraliste savoureux : qui ne connaît pas son pastiche de *Le Corbeau et le Renard* de La Fontaine devenu en créole *La papangue et le chat marron ?*

Il meurt le 29 décembre 1962. Aujourd'hui, le théâtre municipal de St-Denis porte son nom.

PETITE FLEUR AIMÉE

Vi souviens, Nénère adorée
Le p'tit bouquet, que vous l'a donné à moin
Nana longtemps que li l'est fané
Vi souviens bien, com'ça l'est loin
Petit' fleurs fanées
Petit' fleurs aimées
Di a moin toujours
Com' c'est l'amour ?

Ni marché dans la forêt
Y faisait bon, y faisait frais
Dan' z'herbes l'avait la rosée
Dan' le ciel, z'oiseaux y chantaient

Depuis ça, le temps l'a passé
Y reste rien qu'un souvenir
Quand mi pense mon cœur l'est brisé
Tout ici, com'ça, y doit finir

G. Fourcade

Bibliographie

- *Z'histoire la Caze,*
- *Z'affaires Coco* (théâtre)
- *Le coq Auguste* (théâtre)

Sources

Guy Agenor, *Un quart d'heure avec G. Fourcade*, St-Denis, Imp. du Peuple, 1941

Photo : G. Fourcade (Archives Départementales de la Réunion)



Georges
FRANÇOIS

31 décembre 1869 - 1933

Poète et peintre
Administrateur Colonial

Fils d'Albert François et d'Emilie Haudressy, Pierre-Claude-Emmanuel-Georges est né à St-Denis le 13 décembre 1869.

Déjà, lycéen à St-Denis, il veut partager sa passion pour la poésie et publie un petit volume, *Mes Rimes*, en 1887. Il avait 18 ans.

En 1891, il fait publier des poèmes, dans diverses revues parisiennes, il est alors étudiant à l'Ecole Coloniale. Envoyé en service au Soudan, il publie alors en 1892 *l'Ame Errante*. Il choisit Léon Vanier comme éditeur de préférence à Lemerre où sont édités ses compatriotes Leconte de Lisle, Lacaussade et Dierx. Accompagnant l'aventure coloniale française, il passe au Congo, au Sénégal, en Afrique Equatoriale Française puis dans l'océan Indien à Madagascar.

Sa poésie en vers libres étonne les poètes intégristes mais plaît à Robert Edward Hart. Administrateur en chef 1^{ère} classe, il reçoit en 1926 l'hommage de son île natale : il est accueilli à l'Académie de la Réunion.

A sa retraite il retourne se fixer dans son île natale. Rassemblant tous ses textes, il fait éditer à Paris, en 1931, un recueil intitulé *Poèmes d'Outre-Mer*.

Ami d'enfance d'Ambroise Vollard, Georges François montra un talent indéniable pour la peinture moderne.

Il meurt à Neuilly-sur-Seine en 1933.

POURQUOI REPARTIR A LA REUNION ?

"Vous allez à la Réunion ? Pour y faire quoi ? Pour retrouver des compatriotes insociables qui se regardent avec des yeux en porcelaine ; une démagogie en délire où, aux jours d'élection, le lion populaire assoiffé de sang vous égorgera. Si vous aimez la chasse c'est une autre affaire. Passé six heures du soir vous pourrez faire dans les marais du cheflieu de profitables hécatombes de canards et de cochons sauvages.

Je n'écoutais pas ces perfidies. Je partis et j'arrivai.

Dans l'après-midi ensoleillé, une souveraine lumière baignait le paysage dionysien. Du Cap Bernard à St-François, chaque détail des montagnes natales m'apparut si nettement que je me figurai n'avoir jamais quitté l'île incomparable".

Georges François, Réponse, Académie de la Réunion

Bibliographie

- *Poèmes d'Outre-Mer*, 1931, Paris, Ed de la Revue Mondiale
- *L'Ame Errante*, 1933, Paris Librairie Vannier

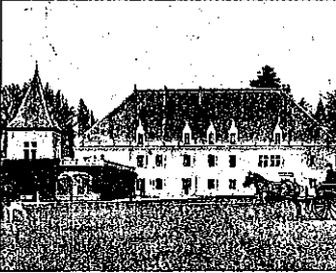
Source

- H. Foucque, *les Poètes de l'île Bourbon*, Paris, 1966, Seghers
- *Bull Académie de la Réunion*, vol VIII (1925-1926)

Illustration : Georges François (Jibé)

Louis-Henri de Saulces de FREYCINET

31 décembre 1777 - 21 mars 1840



**Gouverneur de la Réunion
Contre-amiral**

Fils de Louis de Saulces (Saulses) de Freycinet (1751-1827) et d'Antoinette-Elizabeth-Catherine Armand (1756-1841), Louis-Henri est né à Montélimar le 31 décembre 1777. Il est l'aîné d'une fratrie de cinq garçons dont l'un, Antoine-Casimir mourra peu après sa naissance.

À 17 ans, en 1794, il partit en mer sur *l'Heureux* en même temps que son benjamin, Louis-Claude, le futur membre de l'Académie des Sciences. Promu au grade d'aspirant deuxième classe en janvier 1795, il servit sur plusieurs vaisseaux : *le Formidable* (1796), *la Révolution* et le *Dix-Août* (1798) *L'Indomptable* (1799) et *La Biche* (1800). Il participe de 1800 à 1804 à l'expédition de Baudin aux terres australes sur *Le Géographe*. Il y rencontre Pierre Milius, futur gouverneur de la Réunion comme lui. Nommé lieutenant de vaisseau en 1803, il reprit du service actif dès son retour en France.

Le 26 mars 1806, commandant *Le Voltigeur*, il prend part à un combat naval contre les Anglais au large de Saint-Domingue. Il a le bras droit emporté. Il avait 29 ans.

Promu Capitaine de frégate en juillet 1808, il commande plusieurs bâtiments pendant les affrontements franco-anglais : *l'Élisa* (1808), *le Régulus* (1812), *le Patriote* (1813-1814). En juillet 1818, il est nommé Capitaine de vaisseau. Trois ans plus tôt, en 1815, il avait épousé Jeanne Clémentine Bézar. Ils auront trois enfants : Henri (1816-1819), Lodoix (1820-1877), et Charles (1828-1881).

Nommé gouverneur de l'île Bourbon, il prend ses fonctions le 15 février 1821. Il entreprend un tour de l'île pour se rendre compte de la vitalité économique de Bourbon. Le 10 juin 1821, il fait précéder sa visite à Joseph Hubert par ces lignes : *"Je vous ai témoigné quelle estime particulière j'accorde à votre personne : voilà des raisons capables de me faire doubler le pas aux approches de votre habitation..."*

En toutes choses, il se comportera vis à vis des Créoles avec courtoisie et intelligence. Il encouragera la création d'une Caisse d'Escompte pour permettre aux négociants et aux planteurs de bénéficier de crédits. Il développera l'agriculture et le commerce. Sous son administration furent installés des ponts suspendus anglais sur la Rivière-du-Mât et la Rivière-des-Roches.

FREYCINET (de) Louis-Henri

Il sollicitera avec succès la création du poste de Directeur de l'Intérieur, chargé de l'administration de la Colonie ; M. Betting de Lancastel en sera le premier titulaire.

Il est nommé en Guyane en janvier 1826. Et les honneurs vont se succéder : fait baron en octobre 1827, contre-amiral et gouverneur de la Martinique en décembre 1828, major général à Toulon et Préfet maritime à Rochefort en 1834.

Commandeur de la légion d'honneur, il meurt à Rochefort le 21 mars 1840. Ses deux enfants seront, comme lui, contre-amiral de la Royale.

L'HOMMAGE À JOSEPH HUBERT

Le 1^{er} janvier 1822, en lui transmettant ses vœux, le gouverneur de Freycinet va encore donner à Joseph Hubert le témoignage de son admiration : *"Vous êtes en cette île comme un chef de famille au milieu de vos enfants..."*

Joseph Hubert mourra le 19 avril 1825 à l'âge de 78 ans et de Freycinet en sera vivement affecté.

M. Serviable/R. Lucas, *Les Gouverneurs de la Réunion*

Sources

Serge Rivière in *Rose des vents, journal de Mme de Freycinet autour du monde*, Rose-Hill, 1996, coll. Mascarin, Éd. ARS Terres Créoles.

R. Lucas/M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986.

Illustration : Château de Freycinet (coll. privée)

MS



Rose de FREYCINET

29 septembre 1794 - 7 mai 1832

Navigatrice

Rose-Marie Pinon naquit le 29 septembre 1794 à Saint-Julien-du-Sault, dans l'Yonne. Cette modeste famille bourgeoise va s'installer à Paris où Mme Pinon était responsable de l'instruction de quarante élèves rue de Sèvres en 1803. Rose y reçut une éducation étendue et classique. Elle perdit son père la même année et son frère peu après. Elle entoura de beaucoup d'amour sa sœur Stéphanie et sa mère pendant la tourmente révolutionnaire et napoléonienne

Le 6 juin 1814, elle épousa à Montmartre, Louis-Claude de Freycinet, un aristocrate de la noblesse de robe. Louis de Freycinet membre de l'Académie des Sciences était également membre fondateur de la Société de Géographie de Paris. La mariée avait 19 ans et son mari 35. Si la famille de Freycinet se loue des « *qualités de cœur et d'esprit* » de leur belle-fille, Madame de Freycinet aurait « *bien désiré qu'à tout cela il y ait eu plus de fortune, je sais par (ma) propre expérience, sans l'aisance dans le mariage le mieux assorti on ne saurait être heureux.* »

Mais Rose de Freycinet aura une belle occasion d'être heureuse. Elle fera un voyage autour du monde avec son mari. L'expédition scientifique de Louis de Freycinet, la première depuis celle de Baudin (1800-1804) démontrait la politique française d'expansion post-napoléonienne.

Partie le 4 juillet 1817 à bord de la corvette *Uranie*, elle ne rentrera en France que plus de trois ans plus tard, le 13 novembre 1820. Rose était la seule femme à bord, côtoyant 125 hommes d'équipage.

Ténériffe-Rio de Janeiro-le Cap de Bonne Espérance-Timor-Australie avec une escale remarquée à l'île Bourbon ! Le voyage fut mouvementé à plus d'un titre : onze membres périrent en route, soixante-six matelots désertèrent lors des escales, et l'*Uranie* connut une fin tragique aux Malouines.

Mais l'intérêt scientifique fut considérable en raison du nombre de spécimens rapportés : 25 espèces de mammifères, 313 d'oiseaux, 45 de reptiles, et 164 de poissons, ainsi que 30 squelettes dont celui d'un Papou ; sans compter les 500 croquis et peintures de Jacques Arago et les 3000 espèces de plantes dont 500 environ n'existaient pas au Muséum.

FREYCINET (de) Rose

Rose de Freycinet s'arrêta à l'île Bourbon. Elle fera une description peu flatteuse de l'île et de ses habitants. L'île pourtant lui avait fait un accueil d'héroïne. Elle rencontra le gouverneur Lafitte et des membres de la famille Desbassyns, Richemont, et de Villèle.

Elle fut emportée par le choléra foudroyant, qui ravageait Paris, le 7 mai 1832. Elle était au chevet de son mari lui aussi gravement malade. « *Ce que n'avaient fait ni les fatigues ni les climats équatoriaux, ni les naufrages, l'épidémie de choléra qui décima la France en 1832 devait le faire en quelques heures* » écrivit Mourral.

Rose avait 38 ans. Ses restes seront transférés au cimetière de Saulces le 19 septembre 1849.

ESCALE À BOURBON

« L'invitation à dîner fut encore un sujet d'étonnement pour elle, car, depuis son arrivée dans l'île le gouverneur n'avait point encore reçu de femme à sa table.

Le reste du temps jusqu'au dîner fut employé à faire quelques visites chez des parentes de Mme Desbassyns.

Les rues de Bourbon sont mal pavées, mal alignées et trop étroites en général pour des voitures : cependant la calèche de la baronne légère et petite, se tira assez bien d'affaire.

La ville de St Denis est laide. Toutes les maisons sont bâties en bois et offrent un aspect désagréable. Il n'y a que les bâtiments du Gouvernement qui soient en pierre et comme ils sont en général mal situés, ils ne servent pas à embellir la ville. »

Journal de Madame Rose de Saulces de Freycinet

Bibliographie

Journal de Madame Rose de Saulces de Freycinet

Sources

Serge Rivière, *Rose des Vents*, collection Mascarin, Editions ARSTC/EOI, 1996.

Illustration : Rose de Freycinet - *Archives Familiales*.



Monseigneur Frédéric FUZET

9 novembre 1839 - 20 décembre 1915

Evêque de la Réunion

Fils de Frédéric Fuzet et d'Eléonore de Romanet, Edmond-Frédéric-André Fuzet est né le 9 novembre 1839 dans le Gard. En 1848 (il avait 9 ans) son père fit faillite. Ses parents s'installèrent à Pont-Saint-Esprit dans un commerce d'étoffes. Il fit ses études au collège St-Stanislas de Nîmes. Ordonné prêtre en 1864, son non-conformisme agaça mais sa grande intelligence le propulsa à la chaire d'histoire de la faculté catholique de Lille. Il y publia en 1881 un "*pamphlet contesté*" qui exhortait l'Eglise de France à abandonner ses "nostalgies monarchiques" et à accepter la République.

Nommé le 12 octobre 1887 évêque de la Réunion, en remplacement de Mgr Dominique-Joseph Coldéfy, il fut sacré le 29 janvier 1888 en la cathédrale de Nîmes. Il arriva à la Réunion le 23 avril 1888, dix-huit mois après le départ de son prédécesseur le 21 décembre 1886. Des bruits alarmants agitaient l'Eglise locale : le nouvel évêque se serait entendu avec le sénateur Milhet-Fontarabie et le ministre pour réaliser la laïcisation ; le "*parti catholique*" est en désarroi !

Le premier geste de Mgr Fuzet fut de renvoyer le vicaire général Chalvet "*trop contesté*" par le pouvoir local. Il s'affirma très vite comme évêque "*républicain*". Il réconcilia l'Eglise réunionnaise avec les forces politiques anticléricales en plein débat sur la laïcisation. Il interdit le nouveau trihebdomadaire catholique *La Vérité* qu'il considérait comme un instrument du parti clérico-monarchiste animé par les de Villèle. Boycotté par l'évêque, le journal disparut le 31 décembre 1891.

"*Autoritaire*", il mit au pas tout le clergé et empêcha tout activisme politique des prêtres. Cette attitude plus conforme à la morale chrétienne était également plus réaliste car les candidatures de l'abbé Legall en 1881 et de Mgr Fava en 1885 contre François de Mahy furent des échecs retentissants. On l'accusa d'être anti-créole car il n'entretint pas de bonnes relations avec le clergé local souvent issu des grandes familles sucrières. Et il s'en expliqua : "*Je crois que les Jésuites ont tort de laisser ici comme supérieur le Père de Villèle. Ses nombreux parents et cousins, plus royalistes que le roi, plus catholiques que le pape, commettent ici toutes sortes de sottises politiques dont on rend responsables les Jésuites.*"

FUZET Frédéric (Mgr)

Le comportement de Mgr Fuzet permit quand même une trêve dans la guerre entre l'Eglise et le camp des libres-penseurs organisés dans les puissantes loges maçonniques. Son appel à "la pacification religieuse" du 29 mars 1892 était plein de bon sens : "La République actuelle est un gouvernement légitime et il est non seulement permis, mais réclamé, mais imposé de l'accepter". Le Conseil Général de l'époque, à majorité anticléricale, lui vota même un crédit de 120.000 francs pour reprendre la construction de la "cathédrale cassée" de Mgr Desprez.

En novembre 1892, il fut nommé évêque de Beauvais et le 17 décembre 1899, il devint archevêque de Rouen.

Quand il quitta la Réunion, personne ne sembla le regretter. Et dans son adresse finale il avoua : "Je vous le dis simplement, mais bien sincèrement ; je vous aimais de tout mon cœur et, en me séparant de vous, mon cœur emporte de Bourbon des souvenirs et des visages qui vivront toujours en moi, qui me feront vivre au milieu de vous".

Il fit publier à Rome une brochure contestant les accusations portées contre lui à la Réunion. Albert Sicre de Fontbrune, copropriétaire du collège St-Michel et une de ses "victimes" lui répondit par une lettre ouverte en 1896. Mgr Fuzet mourut le 20 décembre 1915. Il avait 76 ans.

ANTI-CREOLE ?

"Ces accusations viennent (...) de quelques grandes familles de la Réunion, les Villèle, les Villentroy, les Sicre de Fontbrune, les Laperrière, les Féry d'Esclands. Ces familles déchues de leur ancienne splendeur, restées royalistes comme aux beaux jours de la Restauration de 1815, s'imaginent que Louis XVIII règne encore en France, n'ont aucune influence dans le pays qu'elles vendirent autrefois aux anglais et où elles se montrèrent très cruelles pour les noirs au temps encorede l'esclavage".

Mgr Fuzet, évêque de Beauvais

Bibliographie

- De L'Attitude Politique du clergé en face de la Démocratie, 1881
- Réponse de Mgr L'Evêque de St-Denis aux Accusations formulées contre lui, Forzani, Rome, 1890

Source

Ch. Cordonnier, *Mgr Fuzet*

Illustration : Mgr. Fuzet (jibé)